



Déclaration de boycott du CSAL reconvoqué

du 21 octobre 2025

Le dialogue social vidé de son sens : l'intersyndicale dit stop !

Monsieur le Président,

Conformément au règlement intérieur encadrant le fonctionnement du CSAL, et suite à l'absence de quorum provoquée par le boycott unanime de la parité syndicale lors de la première convocation, vous vous voyez contraint de reconvoquer ce comité afin de faire adopter, une nouvelle fois, votre projet de transfert de la mission CI du bureau de Draguignan vers celui de Toulon.

L'intersyndicale locale tient à réaffirmer fermement son opposition à ce projet. Malgré de nombreuses tentatives de dialogue, et après examen attentif des documents de travail — inchangés dans leur contenu pour cette seconde convocation — nous constatons, une fois de plus, que nos remarques et propositions n'ont été ni entendues ni prises en compte.

Nous refusons donc de participer à une énième mascarade de dialogue social. Assister à cette instance pour "faire semblant" de vous écouter serait cautionner une posture autoritaire et déconnectée. Le dialogue social est devenu, dans ce contexte, un simulacre, vidé de tout sens, où les représentants du personnel ne sont considérés ni comme des partenaires, ni comme des interlocuteurs légitimes.

Cette situation est le reflet d'une politique plus large menée par la direction générale, qui semble désormais gouverner sans concertation, ni considération pour les réalités du terrain. Les réorganisations successives et les suppressions de postes que nous subissons participent à une destruction programmée du service public douanier. Or, la douane est un outil stratégique pour notre pays, notamment dans un contexte mondial instable marqué par la guerre en Ukraine, les tensions au Moyen-Orient, les stratégies protectionnistes américaines ou encore la concurrence commerciale avec la Chine.

Aujourd'hui, plus que jamais, la France a besoin d'une douane forte, dotée de moyens humains et matériels à la hauteur des défis à venir. Au lieu de cela, les agents s'épuisent, les arrêts maladies se multiplient, et la souffrance au travail s'installe durablement.

Comme avec vos prédécesseurs, nous n'avons cessé, ces dernières années, de dénoncer le malaise ambiant lié aux diverses restructurations, d'alerter sur le mal-être au travail dû au sous-effectif

chronique, de constater le désarroi de nos collègues devant le management toxique et destructeur employé par notre administration comme en certains lieux de la DR de Corse... mais rien n'y fait ! Qu'attendez-vous Monsieur le directeur Interrégional ? Qu'attend notre Administration ?

Tous les agents s'interrogent sur la véritable politique de gestion des ressources humaines décidée en haut lieu.

En tant que Directeur Interrégional de la région PACA-Corse, vous avez la responsabilité de porter cette réalité à la connaissance de votre hiérarchie. La politique du « déshabiller Paul pour habiller Jacques » a atteint ses limites : aujourd'hui, Paul et Jacques sont tous deux décharnés. Il est temps de rectifier en profondeur la logique qui guide vos décisions, et de réintégrer les organisations syndicales comme acteurs à part entière du fonctionnement de l'institution.

La situation politique de notre pays est à l'image de celle de notre administration avec un président qui se refuse toujours à reconnaître le résultat des urnes en nommant à nouveau un 1^{er} ministre issu de son sérail et dont la mission est de préparer un budget austéritaire de la pire espèce qui accentuera encore les inégalités et la casse des services publics. Le pseudo-recul sur les retraites, certes obtenu grâce aux fortes mobilisations, n'est qu'un écran de fumée.

L'intersyndicale locale renouvelle donc son boycott de ce CSAL reconvoqué et vous appelle, une fois encore, à ouvrir les yeux, les oreilles, et à reconsidérer votre posture, dans l'intérêt des agents, du service public douanier, et plus largement, de l'intérêt général.

L'intersyndicale locale